



**C.R.O.U.S. de BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**

**32 avenue de l'Observatoire – 25000 BESANCON**

---

**TRAVAUX DE RENOVATION INTERIEURE ET REMPLACEMENT DE RADIATEURS**

**LOGEMENTS ETUDIANTS**

**RESIDENCE BRAUDEL – BELFORT (90)**

**Cahier des Clauses Administratives et Particulières**

**(C.C.A.P.)**

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



## SOMMAIRE



### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

- 1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux
- 1.2 - Tranches et lots
- 1.3 - Généralités
- 1.4 - Règles d'exécution
- 1.5 - Maîtrise d'Oeuvre
- 1.6 - Contrôle technique
- 1.7 - Mission coordination
- 1.8 - Mission S.S.I.

### **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

- 2.1 - Pièces particulières
- 2.2 - Pièces générales

### **ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

- 3.1 - Répartition des paiements
- 3.2 - Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.3 - Variation dans les prix
- 3.4 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants
- 3.5 - Décomptes mensuels
- 3.6 - Retenue de garantie

### **ARTICLE 4 : DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

- 4.1 - Calendrier détaillé d'exécution
- 4.2 - Pénalités pour retard / Primes d'avance
- 4.3 - Pénalités Diverses

### **ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

- 5.1 - Cautionnement
- 5.2 - Avance forfaitaire
- 5.3 - Avances sur matériels de chantier

#### 5.4 - Acompte sur approvisionnement

### **ARTICLE 6 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

- 6.1 - Provenance des matériaux et produits
- 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunts
- 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

### **ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES**

- 7.1 - Piquetage général
- 7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

### **ARTICLE 8 : PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

- 8.1 - Période de préparation – Programme d'exécution des travaux
- 8.2 - Plan d'exécution, notes de calculs, études de détails
- 8.2 bis - Echantillon - Notices techniques - PV d'agrément
- 8.3 - Mesures d'ordre social / Réglementation du Travail
- 8.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
- 8.5 - Période hors chantier

### **ARTICLE 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

- 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 9.2 - Réception
- 9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.5 - Documents fournis après réception
- 9.6 - Délai de garantie
- 9.7 - Garanties particulières 9.8 – Assurances

### **ARTICLE 10 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE**

### **ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**



## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux**

Le CROUS Bourgogne Franche Comté (BFC) est un établissement public administratif rattaché au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il a pour mission d'améliorer les conditions de vie des étudiants hors enseignements, de favoriser leur épanouissement et leur parcours vers l'autonomie et l'emploi. Dans ce dessein, il intervient dans les domaines de la restauration, de l'hébergement, de l'action sociale et de la vie étudiante.

La consultation a pour objet la rénovation de logements étudiants et le remplacement des radiateurs de la résidence BRAUDEL à Belfort.

La Résidence BRAUDEL est un bâtiment de 7 étages, construit dans les années 1990. Ce bâtiment n'a pas connu de restructuration depuis sa construction.

Cette résidence étudiante compte 99 appartements étudiants de 19 à 49 m<sup>2</sup> (du studio au T2) et un logement de fonction de type 3.

Le CROUS BFC souhaite moderniser les logements pour offrir un cadre de vie fonctionnel, ergonomique et confortable, tout en respectant les normes de sécurité, d'accessibilité et d'efficacité énergétique en vigueur.

Les travaux concerneront deux axes :

- **La rénovation intérieure de logements étudiants**
- **Le remplacement des radiateurs gaz (80 logements)**

Le lieu d'exécution des prestations est : Résidence étudiante Fernand BRAUDEL  
3 Rue Marcel Paul,  
90000 BELFORT

### **1.2 – Décomposition en lots et en tranches**

#### **1.2.1 Allotissement**

Conformément à l'article **L2113-11** du Code de la commande publique, il est décidé de ne pas allouer ce marché pour garantir une coordination efficace des travaux et éviter une complexité excessive dans leur exécution, compte tenu de l'intervention en site occupé et de la contrainte calendaire pour la réalisation de ses travaux.

Toutefois, la présentation des travaux par catégories de prestations permet de structurer clairement les exigences techniques et de faciliter la compréhension des attentes par les soumissionnaires.

#### **1.2.2 Tranches**

Le marché à tranches est conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché se décompose en une tranche ferme et une tranche optionnelle, conformément à l'article R.2113-4 du Code de la commande publique :

❖ **TRANCHE FERME : Rénovation de 20 logements et remplacement des radiateurs gaz (80 logements)**

➔ **Rénovation de 20 logements :**

Les travaux de logements de rénovation de la tranche ferme porteront sur 20 logements, de type 1 à type 2, répartis sur les 7 étages de la résidence. Les travaux intégreront les différents postes ci-dessous :

- DEPOSE
- PLATRERIE
- PEINTURE
- REVETEMENTS DE SOL
- PLOMBERIE-SANITAIRE
- ÉLECTRICITE ET VENTILATION
- INSTALLATION KITCHENETTE

La date limite de réception de travaux pour ces 20 logements est fixée au **15 juillet 2025.**

➔ **Remplacement des radiateurs gaz (80 logements) :**

- Dépose et suppression :
- Installation de radiateurs électriques
- Raccordement électriques et sécurité

La date limite de réception de travaux pour le remplacement des radiateurs est fixée au **15 août 2025.**

**La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les CCTP/DGPF.**

❖ **TRANCHE OPTIONNELLE n°1 : Rénovation de 10 logements**

Cette tranche optionnelle concerne la rénovation de 10 logements supplémentaires. Elle comprend les postes de travaux suivants :

- DEPOSE
- PLATRERIE
- PEINTURE
- REVETEMENTS DE SOL
- PLOMBERIE-SANITAIRE
- ÉLECTRICITE ET VENTILATION
- INSTALLATION KITCHENETTE

Le remplacement des radiateurs dans cette tranche optionnelle n'est pas prévu, car il est déjà inclus dans la tranche ferme.

**La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les CCTP/DGPF.**

### **1.3 - Généralités**

Il est rappelé que l'entrepreneur n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler au Maître d'Ouvrage, le cas échéant, en temps utile, les manques de compatibilités, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir une connaissance parfaite et complète des logements. L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux entièrement finis dans les règles de l'art.

**Lors de la livraison, les locaux seront par ailleurs débarrassés de tous déchets. Un nettoyage de fin de chantier sera réalisé avant réception définitive.**

### **1.4 – Règles d'exécution**

***Après notification du marché, le titulaire prendra contact avec le gestionnaire cités au 4.1 du présent CCAP pour les modalités pratiques de mise en œuvre et de réalisation des travaux.***

L'ensemble des travaux devra être réalisé selon les règles de l'art applicables pour chacun des corps de métier concerné.

Pour juger du respect des normes de construction ainsi que la qualité des finitions des ouvrages livrés, la référence prise en considération sera celle édictée par les différents DTU.

En cas de litige, des réserves seront mentionnées dans les comptes rendus de réunion de chantier hebdomadaire. Une date maximale d'intervention corrective en vue de la levée de ces réserves complètera leurs descriptifs.

### **1.5 - Maîtrise d'œuvre**

CROUS - Chargé de projet .

### **1.6 - Contrôle technique**

Présence d'un contrôleur technique pour les opérations de remplacement de radiateurs.

### **1.7 - Mission de coordination**

Sans objet.

### **1.8 - Mission S.S.I.**

Sans objet.

## **ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité croissante :

### **2.1 - Pièces particulières**

- Acte d'engagement (A.E.)
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi,
- CCTP/DPGF

Un dossier plan est également joint en annexe, mais n'est pas contractualisé au marché, car les plans ne sont pas récents. Ces documents sont communiqués à titre indicatif.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, les pièces ci-avant prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

### **2.2 - Pièces générales**

- Normes en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix définis à l'article 3.4.2.
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) de 2021 applicable aux marchés publics de travaux.

## **ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX- REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 - Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### **3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **3.2.1 - Prix du marché**

Le prix du marché est global et forfaitaire.

#### **3.2.2 - Travaux en régie**

Sans objet.

#### **3.2.3 - Règlement des travaux**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du contrat seront réglés par le prix global et forfaitaire stipulé à l'Acte d'Engagement.

Le prix global et forfaitaire du marché comprend l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des installations et les entreprises ne pourront sous aucun prétexte se prévaloir d'une insuffisance de renseignements ou d'omission quelconque dans les devis descriptifs et plans pour demander des indemnités supplémentaires au prix global et forfaitaire du marché.



3.2.4 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Les comptes seront réglés mensuellement.

Les factures seront transmises de façon **dématérialisée** et gratuite en utilisant le portail sécurisé **CHORUS Portail Pro** de l'Etat à l'adresse suivante : <https://portail.dgfiip.finances.gouv.fr>

Les éléments suivants sont nécessaires au traitement des factures :

- n° SIRET du CROUS : 130 024 433 00018
- le code service récepteur : 1005
- le numéro du marché : 2025-005-TVX
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux fournis avec l'acte d'engagement ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées ainsi que le taux de TVA appliqué.

Conformément au décret n° 2008-408 du 28 avril 2008 modifiant le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, les délais de paiement seront plafonnés à 30 jours.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations constatées par l'ordonnateur constituent le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne, augmenté du nombre de points en vigueur au moment du paiement.

### 3.2.5 – Approvisionnements

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 3.2.6 - Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

## 3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 3.3.1. - Prix

Les prix sont fermes suivant les modalités fixées aux 3.4.2., 3.4.3. et 3.4.4.

### 3.3.2. - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise des offres**.  
Ce mois est appelé "mois Zéro".

### 3.3.3. - Choix de l'index

Les index de référence I choisi en raison de leur structure pour l'actualisation des prix des travaux est l'index BT 01.

Index publié au bulletin officiel du ministère en charge du calcul des index BTP et sur le site Internet de l'INSEE.

#### 3.3.4 - Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée pour l'application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I(d-3)$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois  $(d-3)$  par l'index de référence  $I$  sous réserve que le mois "d" du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

#### 3.3.5 - Actualisation des frais de coordination

Sans objet.

#### 3.3.6 - Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### 3.3.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

#### 3.3.8 - Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

### 3.4 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

#### 3.4.1. - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, cela avant tout début de travaux.

L'acte spécial de sous-traitance indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le DC4 sera accompagné des DC1, kbis de moins de 3 mois, qualifications professionnelles et attestation d'assurance responsabilité civile du sous-traitant. Joindre une copie du jugement prononcé si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

#### 3.4.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur au groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

### 3.5 - Décomptes mensuels :

A la fin de chaque mois, l'entrepreneur devra transmettre sur CHORUS PRO au Maître d'Ouvrage un projet de décompte mensuel se rapportant aux travaux exécutés.

Le projet de décompte des travaux sera établi suivant le modèle ci-dessous :

Lieu et libellé des travaux	Montant total	% réalisé cumulé	Total cumulé
.....	.....	0,00 %	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

.....etc

---			-----
	Total cumulé hors taxe :		0,00
	Rabais : 0,00 %		0,00
			-----
---			
	Reste hors taxe		0,00
	T.V.A. 10 % ou 20%		0,00
	-----		
	Reste T.T.C.		0,00
DEDUIRE :			
	Situation n° 1 ....	0,00	
	Situation n° 2 ....	0,00	
	etc...		
	TOTAL T.T.C.	0,00	
	SITUATION N° ....	TOTAL T.T.C.	0,00

Le décompte devra comporter les indications suivantes :

- 1) la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Maître de l'Ouvrage),
- 2) les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants,
- 3) l'objet succinct du marché,

- 4) la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

Toute situation non conforme au modèle ci-dessus sera rejetée et l'entreprise devra la redéposer après correction.

### **3.6 – Retenue de garantie :**

Il n'est prévu aucune retenue de garantie pour ce contrat.

## **ARTICLE 4 : DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **4.1 - Calendrier détaillé d'exécution**

A la notification du marché, les dates précises seront données par le chargé d'opération du site :

[jacques.chaput@crous-bfc.fr](mailto:jacques.chaput@crous-bfc.fr) / tél : 03 84 21 65 87 / 06 13 09 01 25  
[aris.benafla@crous-bfc.fr](mailto:aris.benafla@crous-bfc.fr) / tél : 03 45 34 84 00 / 06 72 71 63 75

Les délais d'exécution de chaque tranche sont indiqués ci-après.

La **date de démarrage** de ces délais et les délais sont fixés comme suit :

Délai Partiel	Objet	Origine du délai partiel	Durée prévisionnelle du délai partiel
Tranche ferme	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rénovation de 20 logements étudiants</li><li>- Remplacement des radiateurs des 80 logements</li></ul>	Notification du marché	<b>4 mois</b>  <i>Date limite réception des 20 logements : <b>15/07/2025</b></i>  <i>Date limite réception du remplacement des radiateurs : <b>15/08/2025</b></i>
Tranche optionnelle n°1	Rénovation de 10 logements étudiants	Date fixée par ordre de service affermissant la tranche optionnelle	<b>1 mois</b>  <i>Date limite de réception des 10 logements : <b>30/09/2025</b></i>

### **4.2.- Pénalités pour retard**

Par dérogation aux articles 19.2.3, 19.2.4 et 19.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels, sans mise en demeure préalable :

Travaux et prestations concernés	Pénalité journalière	
	Pour chacun des 5 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
Retard sur le délai de la prestation	1/1000 du montant du marché avec un minimum de 200 € net par jour calendaire de retard	1/800 du montant du marché avec un minimum de 300 € net par jour calendaire de retard

#### **4.3. - Pénalités diverses**

En cas d'absence à une réunion de chantier demandée expressément par courrier ou mail du Crous au plus tard 48 heures avant la date, l'entrepreneur subira une pénalité fixée à 100 €.

En cas de dysfonctionnement constaté à l'état des lieux final, des différents équipements qui auront été démontés pour effectuer les travaux (convecteurs, éclairage...etc), l'entrepreneur subira une pénalité de 50 euros par logement, sans mise en demeure préalable.

### **ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5.1 - Cautionnement**

Sans objet.

#### **5.2 - Avance forfaitaire**

Une avance forfaitaire est versée aux titulaires lorsque le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé à un pourcentage du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. (Articles R2191-7 à R2191-10 du CCP).

C'est l'option B qui est retenue pour le taux de l'avance conformément à l'article B.10.1 du CCAG.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des travaux, régie exclue, et des approvisionnements existants sur le chantier qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre vingt pour cent (80 %) du montant du marché.

#### **5.3 - Avances sur matériels de chantier**

Aucune avance sur matériels ne sera versée à l'entrepreneur.

#### **5.4 - Acompte sur approvisionnement**

Sans objet.

### **ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE, PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

#### **6.1 - Provenance des matériaux et produits**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de la l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuves qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrirent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

#### **6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunts**

Sans objet.

#### **6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Les produits utilisés devront répondre aux normes en vigueur au moment du marché. L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'ouvrage, pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions de la DPGF.

#### **6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage**

Sans objet.

### **ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES**

#### **7.1 - Piquetage général**

Sans objet.

## **7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.

# **ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

## **8.1 - Période de préparation :**

La période d'exécution des travaux est précisée dans l'article 4.2 du présent CCTP.  
Il n'est pas prévu de période de préparation des travaux.

Le titulaire devra cependant établir un plan de prévention.

## **8.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail**

Sans objet.

## **8.2 bis - Echantillons - Notices techniques - PV d'agrément**

Des échantillons pourront être présentés au maître de l'ouvrage à sa demande.

## **8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

## **8.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **8.4.1 – Site occupé**

Les dégradations occasionnées par les travaux seront prises en charge par l'entrepreneur responsable.

Les travaux pourront être réalisés en présence d'étudiants et de personnels administratifs dans le bâtiment, notamment dans le cadre du remplacement des radiateurs.

### **8.4.2 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur**

Aucune stipulation particulière.

### **8.4.3 - Hygiène et sécurité**

Le titulaire devra établir un plan de prévention.

## **8.5 - Période hors chantier**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Aucune stipulation particulière.

### **9.2 - Réception**

L'exécution des prestations sera constatée par le chargé de projet de la direction du patrimoine. Des receptions partielles seront prononcées comme suit :

- La date limite de réception des 20 logements de la tranche ferme est fixée au **15/07/2025**.
- La date limite de réception des travaux de remplacement des radiateurs de la tranche ferme est fixée au **15/08/2025**.
- La date limite de réception des travaux de rénovation des 10 logements de la tranche optionnelle est fixée au **30/09/2025**.

La réception est prononcée par Le Maître d'ouvrage (ou son représentant) en présence de l'entrepreneur ; en cas de réserves, celles-ci sont notées et signées contradictoirement. Les réserves doivent être levées sous 4 jours ouvrés à compter de la notification du PV de réception.

En cas de non levée des réserves dans le délai imparti, des pénalités seront appliquées à raison de 200 € par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

### **9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Aucune stipulation particulière.

### **9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

### **9.5 - Documents fournis après réception**

Sans objet.

### **9.6 - Délai de garantie**

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. L'article 44.1 du CCAG est applicable.

### **9.7- Garanties particulières**

Sans objet.



## **9.8 – Assurances**

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par la Maîtrise d'Ouvrage, pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

## **ARTICLE 10 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE**

Le titulaire peut céder ou nantir tout ou partie du présent marché à des établissements de crédit dans les conditions prévues aux articles R5191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Le titulaire sera tenu d'en avertir le maître d'ouvrage.

Pour que cette opération de cession ou de nantissement soit opposable, le titulaire doit, après avoir reçu le certificat de cessibilité signé par le maître d'ouvrage, transmettre ledit document original au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances. Ce dernier doit ensuite transmettre ce certificat de cessibilité au maître d'ouvrage afin que les créances objet de ladite cession ou dudit nantissement lui soient payées directement par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations au C.C.A.G. sont apportées aux articles suivants :

CCAP 3.3.4	déroge à l'article	12.1.2 du CCAG
CCAP 4.3	déroge aux l'articles	19.2.3 19.2.4 19.3 du CCAG
CCAP 4.5	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l'article	41.6 du CCAG
CCAP 8.1	déroge à l'article	28.1 du CCAG